

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 16 JUILLET 1926.

Projet de loi

modifiant l'article 9 des lois coordonnées sur les sociétés commerciales en ce qui concerne la publication des actes de certaines sociétés coopératives (1).

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA SECTION CENTRALE (2), PAR M. VAN DIEVOET.

MESSIEURS,

La loi du 3 août 1924 a réduit, dans une certaine mesure, le nombre et la longueur des insertions à faire au *Moniteur* : c'est ainsi que les actes des sociétés mutualistes et les actes des unions professionnelles ne doivent plus être publiés que par extraits. (Articles 7 et 10.)

Aux termes de la loi sur les sociétés, certaines sociétés commerciales profitent depuis longtemps du même régime. Car, si la société anonyme, la société en commandite par action, la société coopérative doivent faire la publication intégrale de leurs statuts (Loi soc. art. 9), il n'en est pas de même des sociétés en nom collectif et des sociétés en commandite simple, qui satisfont à la loi en faisant publier leurs actes par extraits. (Loi soc. art 6.)

Le présent projet de loi vous propose de faire un pas de plus dans cette voie.

L'article 9 de la loi sur les sociétés exige la publication en entier des actes des sociétés coopératives. Le projet remplace cette publication intégrale par une publication partielle pour certaines d'entre elles. Il stipule que « les actes des sociétés coopératives à responsabilité solidaire et illimitée des membres ou dont le minimum du fonds social, fixé conformément à l'article 117, 4°, n'excède pas 10,000 francs. peuvent être publiés par extrait ».

On comprend la raison d'être du projet de loi. L'exposé des motifs s'en explique : « l'obligation de publier les statuts dans leur intégralité est devenue très onéreuse, et même en un certain sens, prohibitive, depuis que l'article 23 de la loi du 10 août 1923 a fait disparaître la gratuité de cette publication, car les frais qui en résultent absorberaient souvent l'intégralité du capital social initial. Cette situation menace de peser lourdement sur les destinées de la petite coopération dans notre pays ».

Il y aurait désormais deux catégories de sociétés coopératives, au point de vue

(1) Projet de loi, n° 486. //

(2) La Section centrale, présidée par M. Tibbaut, était composée de MM. Bologne, Soudan, De Winde, De Bruycker, Périquet, Van Dievoet.

de la publication des actes au *Moniteur*, les sociétés coopératives ordinaires, dont les statuts doivent être publiés en entier, et celles dont s'occupe le projet de loi, pour lesquelles une publication par extrait serait seule requise.

Ce sont tout d'abord les sociétés coopératives à responsabilité solidaire et illimitée des membres. Pour de pareilles sociétés, la simplification ne peut, semble-t-il, donner lieu à aucune objection : les tiers n'ont rien à craindre, puisque chacun des associés répond personnellement avec tout son patrimoine, de toutes les dettes de la société.

Le projet y ajoute les sociétés à responsabilité limitée ou non solidaire, mais dont le minimum du fonds social, fixé conformément à l'article 117, 4^e de la loi sur les sociétés, n'excède pas 10.000 francs. L'exposé des motifs justifie la disposition : « Les sociétés coopératives dont le minimum de capital ne dépasse pas 10.000 francs ne disposeront jamais d'un crédit suffisant pour se livrer à des opérations de grande envergure ou pour se muer en sociétés de capital déguisées ».

Certains membres de votre section centrale se sont demandé s'il n'y aurait pas lieu de donner au projet une extension plus grande. Ils estiment qu'il pourrait s'appliquer à toutes les sociétés coopératives qui ne poursuivent pas essentiellement un but de lucre, quel que soit d'ailleurs le minimum du fonds social. Mais la majorité a été d'avis qu'il y a lieu de faire preuve de prudence, afin de ne pas encourager l'abus de certains fondateurs de sociétés, consistant à recourir à la forme coopérative pour donner à ces sociétés les apparences d'une œuvre sociale. Il serait, certes, désirable que la législation établisse une distinction entre la société coopérative, œuvre sociale, et la société coopérative, entreprise lucrative. Mais pareille distinction est malaisée, et il n'appartient pas à un projet d'une portée aussi restreinte que celui-ci de trancher cette question fort délicate. Le critérium du projet peut paraître empirique, mais il n'est pas possible d'en improviser un autre sans mettre en péril l'aboutissement de la réforme.

Dans cet ordre d'idées, la Section centrale a cru devoir amender légèrement le texte. Un membre a fait observer, en effet, que le projet, tel qu'il est libellé, est encore trop extensif. Une société coopérative, disait-il, peut avoir inscrit dans ses statuts un « minimum de capital » non supérieur à 10,000 francs et porter son capital réel à 100,000 francs, à un million ou davantage. Or, des sociétés aussi puissantes ne seront nullement entravées dans leur fondation ni dans leur fonctionnement par les dépenses que nécessite la publication intégrale des statuts.

La Section centrale s'est ralliée à cette opinion : elle propose de continuer à imposer la publication intégrale à toute société coopérative dont le capital excède réellement la somme de 10,000 francs.

Les sociétés visées au projet empruntent la forme commerciale parce que la loi les y oblige. Elles font des actes qualifiés commerciaux par la loi : opérations de crédit, achat de denrées, de machines, d'animaux reproducteurs pour la revente ou pour la location aux affiliés. Mais, généralement, ce sont bien plutôt des sociétés d'amis, des sociétés d'assistance mutuelle, que des sociétés commerciales véritables. Elles sont en rapport presque exclusivement avec leurs membres et avec une centrale.

La publication des statuts au *Moniteur* est exigée dans l'intérêt de ceux qui contractent avec la société. La simplification proposée ne porte-t-elle pas atteinte à ces intérêts ? Nullement.

Les membres de la société ne perdent rien à ce que les statuts ne soient pas publiés au *Moniteur*. L'article 129 (99) de la loi sur les sociétés dispose, en effet,

que les droit de chaque associé sont représentés par un titre nominatif, qui reproduit les statuts de la société.

Quant aux tiers nous avons fait remarquer que les sociétés visées ne se livrent pas à des opérations de grande envergure, et que leurs rapports avec le public sont, en réalité, restreints.

D'ailleurs, une certaine publicité au *Moniteur* subsiste : un extrait signé devra y être inséré, et cet extrait comprendra les choses essentielles que le public a intérêt à connaître : la dénomination et le siège de la société, son objet, la manière dont le fonds social est ou sera ultérieurement formé et son minimum, l'époque où la société doit commencer, ainsi que sa durée, si les statuts la déterminent.

Cette publicité n'est d'ailleurs pas la seule. La loi sur les sociétés exige que le bilan soit déposé, dans la quinzaine après son approbation, au greffe du tribunal de commerce du siège de la société (art. 134). Celui ou ceux qui gèrent la société doivent déposer tous les six mois, au même greffe, une liste indiquant par ordre alphabétique les noms, professions et demeures de tous les associés, datée et certifiée véritable par les signataires (art. 135). Dans les huit jours de leur nomination, les gérants doivent déposer au greffe du tribunal de commerce un extrait de l'acte constatant leur pouvoir. Ils doivent donner leur signature en présence du greffier ou la faire parvenir au greffe dans la forme authentique (art. 136). Et le public est admis à prendre connaissance, au greffe, des listes des membres, des actes conférant la gérance et des bilans (art. 135).

Le projet de loi propose en outre ce qui suit :

« Les sociétés coopératives qui font usage de la faculté prévue à l'alinéa précédent, déposeront, de la manière prescrite par l'article 10, un exemplaire de leurs statuts, signé comme il est dit ci-dessus ».

Ce texte requiert un mot d'explication. L'extrait à publier au *Moniteur* devra être déposé de la manière prescrite par l'article 10 de la loi sur les sociétés, c'est-à-dire en mains des fonctionnaires préposés à cet effet. Aux termes de l'arrêté royal du 21 mai 1873, le dépôt se fait entre les mains des greffiers des tribunaux de commerce.

D'où il résulte, en fait, que tout ce qui concerne la société coopérative : ses statuts, la liste de ses membres, sa direction et ses résultats financiers se trouve centralisé au greffe du tribunal de commerce; régime excellent, qui sera d'ailleurs bientôt généralisé pour tous les commerçants, lorsque sera mise en application la loi sur le registre du commerce. Dans ces conditions, la publication d'un extrait au *Moniteur* ne présente vraiment aucun inconvénient sérieux : la vraie publicité, c'est celle qui a lieu par la voie du greffe.

Afin d'écarter tout doute au sujet de la portée du dernier alinéa du projet, votre Section centrale propose un amendement indiquant plus clairement ce que l'on veut. La disposition serait rédigée comme suit :

« Les sociétés coopératives, qui font usage de la faculté prévue à l'alinéa précédent, déposeront au greffe du tribunal de commerce du siège de la société un exemplaire de leurs statuts signé comme il est dit ci-dessus. Le public est admis à prendre gratuitement connaissance de ces statuts. Chacun peut en demander copie sur papier libre, moyennant paiement des frais de greffe ».

L'extrait à publier sera donc déposé entre les mains du fonctionnaire préposé à cet effet par Arrêté royal. Mais alors même qu'un Arrêté royal ultérieur viendrait à charger du soin de l'envoi au *Moniteur* un autre fonctionnaire que le greffier du Tribunal de commerce, celui-ci n'en demeurerait pas moins chargé de

recevoir, de conserver et de tenir à la disposition du public le texte intégral des statuts de toute société coopérative qui ne publie qu'un extrait de l'acte.

La Section centrale est d'avis que le projet, ainsi amendé, sauvegarde pleinement les intérêts des tiers. Elle vous convie à le voter sans retard.

Le Rapporteur,

E. VAN DIEVOET.

Le Président,

E. TIBBAUT.

TEXTE PROPOSÉ
PAR LA SECTION CENTRALE.

Rédiger comme suit l'article unique du projet :

ARTICLE UNIQUE.

L'article 9 des lois coordonnées sur les sociétés commerciales est complété comme suit :

« Toutefois, les actes des sociétés coopératives à responsabilité solidaire et illimitée des membres et les actes des sociétés coopératives dont le fonds social n'excède pas 10,000 francs, peuvent être publiés par extrait. L'extrait est signé comme il est dit à l'article 8. Il contient :

1. La dénomination de la société, son siège.

2. L'objet de la société.

3. La manière dont le fonds social est ou sera ultérieurement formé et son minimum ;

4. L'époque où la société doit commencer ainsi que sa durée, si les statuts la déterminent.

Les sociétés coopératives qui font usage de la faculté prévue à l'alinéa précédent, déposeront au greffe du tribunal de commerce du siège de la société un exemplaire de leurs statuts signé comme il est dit ci-dessus. Le public est admis à prendre gratuitement connaissance de ces statuts. Chacun peut en demander copie sur papier libre, moyennant paiement des frais de greffe. »

TEKST
DOOR DE MIDDENAFDEELING
VOORGESTELD.

Het eenig artikel van het wetsontwerp te doen luiden :

EENIG ARTIKEL.

Artikel 9 der samengeordende wetten op de Handelsvennootschappen wordt aangevuld als volgt :

« Nochtans mogen de akten van Samenwerkende Vennootschappen met hoofdelijke en onbeperkte verantwoordelijkheid der leden, en de akten van de Samenwerkende Vennootschappen wier maatschappelijk fonds niet 10.000 frank overschrijdt, bij uittreksel bekendgemaakt worden. Het uittreksel wordt geteekend zooals gezegd in artikel 8 ; het vermeld :

1. De benaming van de Vennootschap ; haar zetel ;

2. Het doel van de Vennootschap ;

3. De wijze waarop het maatschappelijk fonds is gevormd of later zal worden gevormd, alsmede zijn minimum ;

4. Het tijdstip waarop de Vennootschap een aanvang moet nemen, alsmede haar duur, indien deze in de statuten wordt bepaald.

« De samenwerkende vennootschappen welke gebruik maken van de bij voorgaande alinea voorziene faculteit, leggen ter griffie van de Handelsrechtbank van den zetel der vennootschap een exemplaar neder van hare op bovenstaande wijze geteekende standregelen. Het publiek mag kosteloos van deze standregelen komen inzage nemen. Een ieder mag er koppij van vragen op los papier, mits betaling der griffiekosten. »

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 16 JULI 1926.

WETSONTWERP

tot wijziging van artikel 9 der samengeordende wetten op de handelsvennootschappen, wat betreft het bekendmaken van de akten van sommige samenwerkende vennootschappen ⁽¹⁾.

VERSLAG

NAMENS DE MIDDENAFDEELING (2), UITGEBRACHT DOOR DEN
HEER VAN DIEVOET.

MIJNE HEEREN,

In een zekere mate, heeft de wet van 3 Augustus 1924 het getal en de lengte van de voor den *Moniteur* bestemde inlassingen verminderd; alzoo moeten de akten der mutualiteitsverenigingen en die van de beroepsverenigingen niet meer dan bij uittreksel worden bekendgemaakt. (Artikelen 7 en 10.)

Naar luid van de wet op de vennootschappen, staan sommige handelsvennootschappen sedert langen tijd onder hetzelfde regime. Want, indien de naamlooze vennootschap, de vennootschap bij wijze van geldschieting op aandelen, de samenwerkende vennootschap hunne standregelen in hun geheel moeten bekend maken (Wet venn., art. 9), dan geldt dit niet voor de vennootschappen onder gemeenschappelijken naam en voor de vennootschappen bij wijze van enkele geldschieting, welke aan de vereischten der wet voldoen met hunne akten bij uittreksel bekend te maken (Wet venn., art. 6).

Onderhavig wetsontwerp stelt u voor, in deze richting, een stap meer vooruit te doen. Artikel 9 van de wet op de vennootschappen eischt de bekendmaking in hun geheel van de akten der samenwerkende vennootschappen. Het ontwerp vervangt deze algeheele bekendmaking door eene gedeeltelijke bekendmaking voor sommige hunner. Het bepaalt dat « de akten van samenwerkende vennootschappen met hoofdelijke en onbeperkte verantwoordelijkheid der leden, of waarvan het minimum maatschappelijk fonds, vastgesteld overeenkomstig artikel 117, 4°, niet meer dan 10,000 frank bedraagt, bij uittreksel mogen bekendgemaakt worden. »

Men begrijpt de reden van bestaan van het wetsontwerp.

De Memorie van Toelichting verklaart dezelve als volgt :

« De verplichting (van de standregelen in hun geheel bekend te maken) is zeer

(1) Wetsontwerp, n° 244.

(2) De Middenafdeeling, voorgezeten door den heer Tibbaut, bestond uit de heeren Bologne, Soudan, De Winde, De Bruyker, Périquet, Van Dievoet.

kostelijk geworden en zelfs in een zekeren zin verhinderend, sedert artikel 25 der wet van 10 Augustus 1923 het kostelooze van die bekendmaking heeft opgeheven; de kosten immers die er nit voortvloeien, zouden vaak het geheele maatschappelijk aanvangskapitaal opslorpen. Die toestand dreigt zwaar te wegen op de lotsbestemming der kleine vennootschappen in ons land. »

Voortaan, zouden er twee reeksen van samenwerkende vennootschappen zijn, ten aanzien van de bekendmaking der akten in den *Moniteur* : de gewone samenwerkende vennootschappen, wier standregelen in hun geheel moeten bekendgemaakt worden, en die waarmede het wetsontwerp zich bezighoudt, waarvoor een bekendmaking bij uittreksel alleen zou vereischt worden.

Het zijn vooreerst de samenwerkende vennootschappen met hoofdelijke en onbeperkte verantwoordelijkheid der leden. Voor dergelijke vennootschappen, kan, naar het schijnt, tegen de vereenvoudiging geen bezwaar worden ingebracht : derden hebben niets te vreezen, aangezien elk der vennoten persoonlijk met heel zijn vermogen voor al de schulden der vennootschap aansprakelijk is.

Het ontwerp voegt daarbij de vennootschappen met beperkte of niet hoofdelijke verantwoordelijkheid; doch wier minimum van maatschappelijk kapitaal, bepaald overeenkomstig artikel 117, 4° van de wet op de vennootschappen, niet 10,000 frank overschrijdt. De Memorie van Toelichting rechtvaardigt deze bepaling als volgt :

« De samenwerkende vennootschappen, waarvan het minimum-kapitaal 10,000 frank niet overschrijdt, zullen nooit over een voldoende crediet beschikken om verrichtingen van grooten omvang te wagen, of om vermoede kapitaalvennootschappen te worden ».

Sommige leden van uwe Middenafdeeling vroegen zich af of het niet zou noodig zijn aan het ontwerp een grootere draagwijdte te geven. Zij zijn van gevoelen dat het zou kunnen toepasselijk zijn op al de samenwerkende vennootschappen welke niet hoofdzakelijk voor winstbejag bestaan, ongelet op het minimumbedrag van het maatschappelijk kapitaal. Doch de meerderheid was van oordeel dat er met omzichtigheid moet te werk worden gegaan, wil men het misbruik van sommige stichters van vennootschappen niet bevorderen, misbruik er in bestaande, dat zij den samenwerkenden vorm geven aan deze vennootschap, om dezelve als een sociaal werk te doen voorkomen. Het ware, gewis, te wenschen dat de wetgeving een onderscheid zou maken tusschen de samenwerkende vennootschap, sociaal werk, en de samenwerkende vennootschap winstgevend bedrijf. Dergelijk onderscheid is bezwaarlijk, en het is niet door een ontwerp, met een zou beperkte draagwijdte, dat men die zeer kiesche zaak moet oplossen. Het criterium van het ontwerp schijnt van empirischen aard te zijn, doch het is niet mogelijk er andere uit te vinden zonder het welslagen van de hervorming in gevaar te brengen.

In dien geest meende de Middenafdeeling den tekst eenigszins te moeten wijzigen.

Een lid deed inderdaad opmerken dat het ontwerp in zijn tegenwoordigen vorm nog te uitgebreid is. Ecne samenwerkende vennootschap, zegde hij, kan in zijne statuten een « minimum kapitaal » van niet hooger dan 10,000 frank hebben ingeschreven, en zijn werkelijk kapitaal op 100,000 frank, op een millioen of meer brengen. Welnu, zulke machtige maatschappijen zullen in hunne inrichting of in hunne werking niet belemmerd worden door de uitgaven die de volledige publicatie van de statuten noodig maakt.

De Middenafdeeling heeft zich bij deze meening aangesloten : zij stelt voor de

volledige publicatie te blijven eischen van alle samenwerkende vennootschappen waarvan het kapitaal werkelijk de 10,000 frank overschrijdt.

De bij het ontwerp bedoelde vennootschappen nemen den handelsvorm aan, omdat de wet haar er toe verplicht. Zij verrichten handelingen welke door de wet als handelsverrichtingen omschreven worden : credietverrichtingen, aankoop van eetwaren, van machines, van fokdieren om aan de vennoten te worden voortverkocht of verhuurd. Over 't algemeen, echter, zijn het eerder vriendenvereeningen, maatschappijen van onderlingen bijstand, dan wezenlijke handelsvennootschappen. Zij zijn bijna uitsluitend in betrekking met hun leden en met een centrale.

De bekendmaking van de standregelen in den *Moniteur* wordt vereischt in het belang van degenen die met de vennootschap een overeenkomst aangaan. Maakt de voorgestelde vereenvoudiging geen inbreuk op die belangen? Geenszins.

De leden van de vennootschap verliezen er niets bij, zoo de standregelen niet in den *Moniteur* worden bekendgemaakt.

Artikel 129 (99) van de wet op de handelsvennootschappen bepaalt, inderdaad, dat « de rechten van elken vennoot worden vertegenwoordigd door een titel op naam, die inhoudt de statuten der vennootschap ».

Aangaande de derden, hebben wij doen opmerken dat de bedoelde vennootschappen zich niet aan grootscheepsche verrichtingen overleveren en dat haar betrekkingen met het publiek, in werkelijkheid, beperkt zijn.

Trouwens, blijft een zekere bekendmaking in den *Moniteur* bestaan : een onderteekend uittreksel moet er worden ingelascht, en dit uittreksel zal de hoofdzaken omvatten welke het publiek belang heeft te kennen : de benoeming en de zetelplaats van de vennootschap, haar doel, de wijze waarop het maatschappelijk kapitaal gevormd is of later zal gevormd worden, en zijn minimum, het tijdstip waarop de vennootschap moet aanvangen, alsmede haar duur, zoo deze door de statuten wordt bepaald.

Die bekendmaking is overigens niet de eenige. De wet op de vennootschappen eischt dat de balans, binnen vijftien dagen na hare goedkeuring, wordt neergelegd ter griffie van de rechtbank van koophandel van den zetel der vennootschap (art. 134). Hij of zij die de vennootschap beheeren, moeten, om de zes maanden, terzelfde griffie, eene door de onderteekenaars gedagteekende en echt verklaarde lijst nederleggen, volgens alphabetische volgorde opgemaakt, opgevend de namen, het beroep en de woonplaats van al de vennoten (art. 135). Binnen acht dagen na hunne aanstelling, moeten de zaakvoerders een uittreksel uit de akte, welke hunne bevoegdheid bevestigt, ter griffie van de rechtbank van koophandel nederleggen. Zij moeten hunne handteekening stellen ten overstaan van den griffier of in authentiek vorm ter griffie inzenden (art. 136). En het publiek mag kosteloos inzage nemen van de lijsten der vennoten, van de akte tot aanstelling der zaakvoerders en van de balansen (art. 135).

Het wetsontwerp stelt, overigens, nog het volgende voor :

« De samenwerkende vennootschappen die gebruik maken van de bij voorgaande alinea voorziene faculteit, moeten, op de bij artikel 10 voorgeschreven wijze, een exemplaar neerleggen van hare statuten, geteekend zooals boven gezegd. »

Deze tekst vergt een woordje verklaring. Het in den *Moniteur* bekend te maken uittreksel moet worden neergelegd op de wijze voorzien bij artikel 10 der wet op de vennootschappen, te weten, in handen der te dien einde aangestelde ambtenaren, en deze ambtenaren worden bij Koninklijk besluit aangewezen.

Naar luid van het Koninklijk besluit van 21 Mei 1873, geschiedt deze nederlegging in handen van de griffiers van de handelsrechtbanken.

Daaruit volgt, in feite, dat al hetgeen de samenwerkende vennootschappen betreft : hare standregelen, de lijst harer leden, haar bestuur en haar financieele uitslagen, ter griffie van de handelsrechtbank samengebracht is, dit is een uitstekend stelsel dat, eerlang, — wanneer de wet op het handelsregister zal worden toegepast, — voor al de handelaars zal gelden. In die voorwaarden biedt de bekendmaking van een uittreksel in den *Moniteur* waarlijk geen ernstig bezwaar meer aan : de ware bekendmaking is die welke bij wege der griffie plaats heeft.

Ten einde omtrent de draagwijdte van de laatste alinea van het ontwerp iederen twijfel weg te nemen, stelt uwe Middenafdeeling een amendement voor waarbij met meer klaarheid wordt aangeduid wat men wil. De bepaling zou luiden :

« De samenwerkende vennootschappen welke gebruik maken van de bij voorgaande alinea voorziene faculteit, leggen ter griffie van de handelsrechtbank van den zetel der vennootschap een exemplaar neder van hare op bovenstaande wijze geteekende standregelen. Het publiek mag kosteloos van deze standregelen komen inzage nemen. Eenieder mag er kopij van vragen op los papier, mits betaling der griffiekosten. »

Het bekend te maken uittreksel zal dus worden neergelegd in handen van den daartoe bij Koninklijk besluit aangestelden ambtenaar. Doch, zelfs wanneer een later Koninklijk besluit met de zorg van het verzenden naar den *Moniteur* een ander ambtenaar dan de griffier der Handelsrechtbank zou belasten, zal deze niet te min belast blijven met het ontvangen, het bewaren en het ter beschikking houden van het publiek van den onverkorten tekst der standregelen van al de samenwerkende vennootschappen welke slechts een uittreksel van de akte bekendmaken.

De Middenafdeeling is van oordeel dat het aldus gewijzigd ontwerp ten volle de belangen van derden vrijwaart. Zij noodigt u uit het onverwijld te willen goedkeuren.

De Verslaggever,

E. VAN DIEVOET.

De Voorzitter,

EM. TIBBAUT.

TEXTE PROPOSÉ
PAR LA SECTION CENTRALE.

Rédiger comme suit l'article unique
du projet :

ARTICLE UNIQUE.

L'article 9 des lois coordonnées sur
les sociétés commerciales est complété
comme suit :

« Toutefois, les actes des sociétés
coopératives à responsabilité solidaire

TEKST
DOOR DE MIDDENAFDEELING
VOORGESTELD.

Het eenig artikel van het wets-
ontwerp te doen luiden :

EENIG ARTIKEL.

Artikel 9 der samengeordende wet-
ten op de Handelsvennootschappen
wordt aangevuld als volgt :

« Nochtans mogen de akten van
Samenwerkende Vennootschappen met

et illimitée des membres et les actes sociétés coopératives dont le fonds social n'excède pas 10,000 francs, peuvent être publiés par extrait. L'extrait est signé comme il est dit à l'article 8. Il contient :

1. La dénomination de la société, son siège.
2. L'objet de la société.
3. La manière dont le fonds social est ou sera ultérieurement formé et son minimum;
4. L'époque où la société doit commencer ainsi que sa durée, si les statuts la déterminent.

Les sociétés coopératives qui font usage de la faculté prévue à l'alinéa précédent, déposeront au greffe du tribunal de commerce du siège de la société un exemplaire de leurs statuts signé comme il est dit ci-dessus. Le public est admis à prendre gratuitement connaissance de ces statuts. Chacun peut en demander copie sur papier libre, moyennant paiement des frais de greffe.

hoofdelijke en onbeperkte verantwoordelijkheid der leden, en de akten van de Samenwerkende Vennootschappen wier maatschappelijk fonds niet 10.000 frank overschrijdt, bij uittreksel bekendgemaakt worden. Het uittreksel wordt geteekend zooals gezegd in artikel 8; het vermeld :

1. De benaming van de Vennootschap ; haar zetel ;
2. Het doel van de Vennootschap ;
3. De wijze waarop het maatschappelijk fonds is gevormd of later zal worden gevormd, alsmede zijn minimum ;
4. Het tijdstip waarop de Vennootschap een aanvang moet nemen, alsmede haar duur, indien deze in de statuten wordt bepaald.

« De samenwerkende vennootschappen welke gebruik maken van de bij voorgaande alinea voorziene faculteit, leggen ter griffie van de handelsrechtbank van den zetel der vennootschap een exemplaar neder van hare op bovenstaande wijze geteekende standregelen. Het publiek mag kosteloos van deze standregelen komen inzage nemen. Een ieder mag er kopij van vragen op los papier, mits betaling der griffiekosten.